

C P M E PARIS ILE DE FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

GVA AUDIT

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social : 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • info@gva.fr • www.gva.fr
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

Une société du Groupe Alpha

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

Membre de UHY international, réseau de
cabinets indépendants d'audit et de conseil



Membre indépendant
du Groupement Différence



Certifié ISO 9001
Version 2015

C P M E PARIS ILE DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

**19 rue de l'Amiral d'Estaing
75 116 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents de la CPME PARIS ILE DE FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CPME PARIS ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

GVA AUDIT

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social : 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • info@gva.fr • www.gva.fr
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

Une société du Groupe Alpha

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment sur le point suivant :

Contributions des avantages en nature

La note de l'annexe des comptes annuels relative aux Contributions Volontaires en Nature précise l'évaluation faite par l'entité sur son périmètre régional. Nos travaux sur l'évaluation de ces contributions n'ont pu porter que sur les données qui ont été recensées et transmises en vue de porter cette information dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président sur proposition du Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Paris, le 20 Mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

GVA AUDIT

COMPTES ANNUELS

CPME PARIS ILE DE FRANCE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

19 rue de l'Amiral d'Estaing

75116 PARIS

SIRET : 43523742500036

NAF : 8299Z

ATTESTATION

Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de **CPME PARIS ILE DE FRANCE** relatifs à la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 3 638 295 €
- Excédent : 62 422 €

Nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des experts comptables. A la date de nos travaux, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

En outre, les comptes ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (Journal Officiel du 30 décembre 2018).

Fait à NOISY LE GRAND
Le 18/03/2025

Béatrice DEVEAUX
Expert-Comptable (LA COMPAGNIE DES COMPTES)

Etats financiers

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	53 061	46 801	6 260	8 214
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	300 000		300 000	300 000
Constructions	1 263 769	366 677	897 092	917 477
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	127 344	123 646	3 698	4 654
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	50		50	50
Prêts	3 632		3 632	12 945
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	1 747 856	537 123	1 210 733	1 243 340
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 245		10 245	11 637
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	282 205		282 205	277 185
Valeurs mobilières de placement	107 228		107 228	103 019
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 013 287		2 013 287	1 846 896
Charges constatées d'avance	14 597		14 597	29 610
TOTAL III	2 427 562		2 427 562	2 268 347
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 175 418	537 123	3 638 295	3 511 686

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 120 474	1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 000 418	1 979 335
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	62 422	21 083
Situation nette	3 183 313	3 120 892
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 183 313	3 120 892
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	116 600	74 100
Provisions pour charges	6 897	5 392
TOTAL IV	123 497	79 492
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	235 038	196 788
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	96 210	112 737
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	237	318
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		1 460
TOTAL V	331 485	311 303
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 638 295	3 511 686

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	703 159	704 223
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	38 965	25 686
- dont parrainages	3 058	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	855 197	808 614
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	37 286	36 133
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 163	11
TOTAL I	1 635 770	1 574 666
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	419 387	395 477
Aides financières	413 044	334 197
Impôts, taxes et versements assimilés	39 634	33 600
Salaires et traitements	452 088	487 154
Charges sociales	153 690	173 715
Dotations aux amortissements et dépréciations	24 848	29 252
Dotations aux provisions	1 505	901
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	39 876	36 591
TOTAL II	1 544 072	1 490 887
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	91 698	83 780
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 456	6 385
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 000	6 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	14 456	12 385
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	14 456	12 385
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	106 154	96 165

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	42 500	74 100
TOTAL VI	42 500	74 100
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-42 500	-74 100
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 232	982
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 650 226	1 587 051
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 587 804	1 565 969
EXCÉDENT OU DÉFICIT	62 422	21 083

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 3 638 295 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 62 422 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Au 31 décembre 2023, une provision pour risque de non recouvrement de la créance FSE avait été constituée pour 74 100 €.

Au 31 décembre 2024, cette provision a été complétée pour 42 500 €.

A la clôture 2024, la provision totale est de 116 600 €.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Le Conseil d'Administration de la CPME Paris Ile de France du 29 avril 2025 a approuvé le protocole d'accord relatif à la séparation des activités de la CPME Paris et de la CPME Ile de France.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-----------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Constructions | 20 à 30 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 20 ans ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 10 ans, |
| • Mobilier | 4 à 10 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir :

- AGFPN : 120 000 €
- Dev Emploi : 108 855 €
- Semaine du Logement : 32 000 €
- Agefiph : 5 850 €

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques de non recouvrement de la créance FSE a été constatée à la clôture de l'exercice pour 116 600 €.

Engagements de départ à la retraite

L'indemnité de départ en retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 6 897 €. Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 3.25 %
- Taux de turnover : turnover faible
- Taux de revalorisation des salaires : 2 %
- Taux de charges sociales : 40 %
- Age de départ volontaire à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024

Description

La CPME a pour objet :

- De promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts
- Plus particulièrement, d'assurer en tant que telle (et/ou par ses membres - ou au nom de la CPME Nationale lorsque les textes le spécifient) l'ensemble des mandats représentatifs patronaux attribués aux TPE, PME ou aux PMI au titre de l'Industrie, du Commerce, des Prestataires de Services et de l'Artisanat, le tout dans le respect des dispositions de l'article 22 des Statuts nationaux
- De renseigner la CPME Nationale sur les événements, les aspirations, les nécessités, les impératifs et les contraintes des entreprises de la Région et des départements
- Dans le cadre des orientations politiques définies par la CPME Nationale, de promouvoir le dialogue et la concertation avec les représentants des autres organisations professionnelles et interprofessionnelles, les Pouvoirs Publics, les Elus et les responsables socio-économiques de la Région et des départements

Les missions réalisées par la CPME sont :

- L'accompagnement quotidien des artisans, TPE, PME pour les aider à mieux connaître les règles à respecter, les opportunités à saisir et leur permettre au travers de rencontres conviviales, tout à la fois de rompre l'isolement du chef d'entreprise et de renforcer leur réseau professionnel
- D'être le partenaire social au niveau territorial
- D'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, présents sur le département

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont :

- Des moyens humains :

- 9 salariés sur le territoire
- 856 mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances

- Des moyens matériels :

- Des locaux pour accueillir les adhérents, les former et les faire se rencontrer dans chaque territoire
- Des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les élus et mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 5 460 jours, répartie comme suit :

- Administration CPME : 231 jours
- Vie associative : 744 jours
- Mandats extérieurs : 4 485 jours

La CPME se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprises, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	53 061		
TOTAL	53 061		
Terrains	300 000		
Constructions : - Sur sol propre	1 218 216		
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	45 552		
Installations : - Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	15 490		
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	110 300		1 554
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 689 559		1 554
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés	50		
Prêts et autres immobilisations financières	19 945		
TOTAL	19 995		
TOTAL GÉNÉRAL	1 762 615		1 554

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			53 061	
TOTAL			53 061	
Terrains			300 000	
Constructions : - Sur sol propre			1 218 216	
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.			45 552	
Installations : - Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers			15 490	
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			111 854	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			1 691 113	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés			50	
Prêts et autres immobilisations financières	16 313		3 632	
TOTAL	16 313		3 682	
TOTAL GÉNÉRAL	16 313		1 747 856	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	44 847	1 954		46 801
TOTAL	44 847	1 954		46 801
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	301 069	20 302		321 371
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	45 223	83		45 306
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	15 490			15 490
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	105 646	2 509		108 155
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	467 428	22 894		490 322
TOTAL GÉNÉRAL	512 276	24 848		537 123

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	74 100	42 500		116 600
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	5 392	1 505		6 897
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	79 492	44 005		123 497

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	7 000		7 000	
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	7 000		7 000	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	86 492	44 005	7 000	123 497
- D'exploitation		1 505		
Dont dotations et reprises : - Financières			7 000	
- Exceptionnelles		42 500		

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 632	3 632	
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	10 245	10 245	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	266 705	266 705	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	15 500	15 500	
Charges constatées d'avance	14 597	14 597	
TOTAL	310 678	310 679	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	235 038	235 038		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	29 549	29 549		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	55 541	55 541		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 120	11 120		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	237	237		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	331 485	331 485		

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		1 460
TOTAL			1 460

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	14 597	29 610
TOTAL		14 597	29 610

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 118	179 843
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	48 402	57 578
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	261 520	237 421

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	1 582	4 295
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	15 500	13 700
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	17 082	17 995

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics					408 591	408 591
Subventions d'exploitation					446 606	446 606
Subventions d'investissement						
TOTAL					855 197	855 197

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	22 309
Conseils et prestations de services	9 600
TOTAL	31 909

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	1	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	3	
TOTAL	12	

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art. 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 120 474				1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	1 979 335	21 083			2 000 418
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	21 083	-21 083	62 422		62 422
Situation nette	3 120 892		62 422		3 183 313
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 120 892		62 422		3 183 313

Commentaires : néant

C P M E PARIS ILE DE FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES

Exercice clos le 31 décembre 2024

GVA AUDIT

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social : 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • info@gva.fr • www.gva.fr
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

Une société du Groupe Alpha

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

C P M E PARIS ILE DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

19 rue l'Amiral d'Estaing

75 116 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents de la CPME PARIS ILE DE FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de la CPME PARIS ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

GVA AUDIT

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social : 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • info@gva.fr • www.gva.fr
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

Une société du Groupe Alpha

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

Contributions Volontaires en Nature

La note de l’annexe des comptes combinés relative aux Contributions Volontaires en Nature précise l’évaluation faite par l’entité sur son périmètre combiné. Les informations ainsi portées ne concernent que le bénévolat et les mises à disposition de personnes des entités du périmètre de combinaison. Nos travaux sur l’évaluation de ces contributions n’ont pu porter que sur les données qui ont été recensées et transmises en vue de porter cette information dans l’annexe des comptes combinés.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes combinés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport d’activité et financier du Président et du Trésorier

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport d’activité et financier du Président et du Trésorier.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par votre Président sur proposition du Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre

Paris, le 20 Mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

GVA AUDIT



COMPTES ANNUELS

CPME IDF COMBINAISON

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

SIRET :

ATTESTATION

Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de **CPME IDF COMBINAISON** relatifs à la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 4 576 395 €
- Excédent : 143 728 €

Nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des experts comptables. A la date de nos travaux, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

En outre, les comptes ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (Journal Officiel du 30 décembre 2018).

Fait à NOISY LE GRAND
Le 19/05/2025

Mme Béatrice DEVEAUX
Expert-Comptable (LA COMPAGNIE DES COMPTES)

Etats financiers

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	74 351	61 717	12 634	8 214
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	300 000		300 000	300 000
Constructions	1 341 839	433 821	908 018	929 165
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	273 582	246 327	27 255	16 453
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	3 734		3 734	3 734
Autres titres immobilisés	165		165	165
Prêts				
Autres immobilisations financières	12 296		12 296	8 686
TOTAL I	2 005 968	741 865	1 264 102	1 266 416
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 585		14 585	11 637
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	320 510		320 510	276 821
Valeurs mobilières de placement	281 465		281 465	193 187
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 672 595		2 672 595	2 643 677
Charges constatées d'avance	23 138		23 138	32 293
TOTAL III	3 312 293		3 312 293	3 157 615
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	5 318 261	741 865	4 576 395	4 424 032

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 120 474	1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	2 279 422	319 477
Réserves pour projet de l'entité	174 129	2 149 186
Autres réserves		
Report à nouveau	440 707	315 045
Excédent ou déficit de l'exercice	143 728	110 550
Situation nette	4 158 460	4 014 732
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	4 158 460	4 014 732
Comptes de liaisonII		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	116 600	74 100
Provisions pour charges	6 897	5 392
TOTAL IV	123 497	79 492
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	113 955	111 061
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	174 535	205 121
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 948	4 285
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		9 340
TOTAL V	294 439	329 808
Écarts de conversion passifVI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 576 395	4 424 032

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 673 027	1 664 123
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	237 052	189 937
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	909 225	913 521
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 624	1 925
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 780	4 096
TOTAL I	2 837 708	2 773 603
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 296 461	1 216 046
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	45 010	38 607
Salaires et traitements	948 723	943 960
Charges sociales	308 216	325 676
Dotations aux amortissements et dépréciations	31 671	35 327
Dotations aux provisions	1 505	901
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	43 913	38 448
TOTAL II	2 675 500	2 598 965
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	162 208	174 637
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	21 586	11 246
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	21 586	11 246
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 870	242
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 870	242
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	19 716	11 004
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	181 924	185 641

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	6 000	91
Sur opérations en capital	1 000	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	7 000	91
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	510	100
Sur opérations en capital	954	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	42 500	74 100
TOTAL VI	43 964	74 200
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-36 964	-74 109
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 232	982
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 866 294	2 784 940
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 722 566	2 674 390
EXCÉDENT OU DÉFICIT	143 728	110 550

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 576 395 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 143 728 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels combinés ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Le Conseil d'Administration de la CPME Paris Ile de France du 29 avril 2025 a approuvé le protocole d'accord relatif à la séparation des activités de la CPME Paris et de la CPME Ile de France.

Périmètre de combinaison

Les comptes ont été établis conformément au périmètre de combinaison défini par les conventions de combinaison signées en date du 15 février 2019 et du 18 février 2021 pour la CPME Hauts de Seine.

Ainsi le périmètre de combinaison se compose de :

- CPME Paris Ile de France
- CPME 77
- CPME 78
- CPME 91
- CPME 92
- CPME 93
- CPME 94
- CPME 95

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Constructions | 20 à 30 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 20 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 10 ans, |
| • Mobilier | 4 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Prêts accordés

En 2016, la CPME Paris Ile de France a accordé un prêt de 40 000 € à la CPME Hauts de Seine. Ce prêt ainsi que les intérêts ont été intégralement remboursés au 31 décembre 2024.

Le 25 février 2019, la CPME Paris Ile de France a accordé un prêt de 40 000 € à la CPME 77. Un remboursement a été perçu pour 6 600 € et des intérêts provisionnés pour 1 581.88 €.

Les fonds nécessaires à l'octroi de ces prêts ont été prélevés sur les fonds propres de la CPME Paris Ile de France.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir :

- AGFPN : 120 000 €
- Dev Emploi : 108 855 €
- Semaine du Logement : 32 000 €
- Agefice : 31 806 €
- Agefiph : 5 850 €

Provision pour risques et charges

La provision pour risques a été constituée par la CPME Paris Ile de France. Elle concerne le non recouvrement de la créance FSE. Au 31 décembre 2024, elle s'élève à 116 600 €.

La provision pour charges concerne les indemnités de fin de carrière de la CPME Paris Ile de France. A la clôture de l'exercice, elle s'élève à 6 897 €.

Engagements de départ à la retraite

Seule la provision pour les indemnités de départ à la retraite de la CPME Paris Ile de France a été comptabilisée en 2024.

Les départements n'ont rien communiqué à ce titre.

Le montant de la provision combinée pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève, à la clôture de l'exercice, à 6 897 € pour la CPME Paris Ile de France.

Description

La CPME a pour objet :

- De promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts
- Plus particulièrement, d'assurer en tant que telle (et/ou par ses membres - ou au nom de la CPME Nationale lorsque les textes le spécifient) l'ensemble des mandats représentatifs patronaux attribués aux TPE, PME ou aux PMI au titre de l'Industrie, du Commerce, des Prestataires de Services et de l'Artisanat, le tout dans le respect des dispositions de l'article 22 des Statuts nationaux
- De renseigner la CPME Nationale sur les événements, les aspirations, les nécessités, les impératifs et les contraintes des entreprises de la Région et des départements
- Dans le cadre des orientations politiques définies par la CPME Nationale, de promouvoir le dialogue et la concertation avec les représentants des autres organisations professionnelles et interprofessionnelles, les Pouvoirs Publics, les Elus et les responsables socio- économiques de la Région et des départements

Les missions réalisées par la CPME sont :

- L'accompagnement quotidien des artisans, TPE, PME pour les aider à mieux connaître les règles à respecter, les opportunités à saisir et leur permettre au travers de rencontres conviviales, tout à la fois de rompre l'isolement du chef d'entreprise et de renforcer leur réseau professionnel
- D'être le partenaire social au niveau territorial
- D'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, présents sur le département

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont :

- Des moyens humains :

- 23 salariés sur le territoire
- des mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances

- Des moyens matériels :

- Des locaux pour accueillir les adhérents, les former et les faire se rencontrer dans chaque territoire
- Des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les élus et mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 11 547 jours, répartie comme suit :

- Administration CPME : 1 506 jours
- Vie associative : 1 172 jours
- Mandats extérieurs : 8 869 jours

La CPME se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprises, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	67 391		6 960
TOTAL	67 391		6 960
Terrains	300 000		
Constructions :	1 341 839		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			93 133
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	272 874		10 062
- De transport			30 506
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			186 110
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 914 713		319 811
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations	3 734		
Autres :	165		
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	8 686		3 610
TOTAL	12 585		3 610
TOTAL GÉNÉRAL	1 994 689		330 381

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			74 351	
TOTAL			74 351	
Terrains			300 000	
Constructions :	93 133		1 248 706	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.			93 133	
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers	206 936		76 000	
- De transport		15 906	14 600	
Matériel :		3 127	182 983	
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL	300 069	19 033	1 915 422	
Participations évaluées par mise en équivalence				
- Participations			3 734	
Autres :			165	
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			12 296	
TOTAL			16 195	
TOTAL GÉNÉRAL	300 069	19 033	2 005 968	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				59 177	2 540		61 717
TOTAL				59 177	2 540		61 717
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				412 674	21 064	92 804	340 934
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					92 887		92 887
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				256 421	1 312	197 060	60 673
Matériel de transport					30 506	15 906	14 600
Matériel de bureau et informatique, mobilier					173 226	2 172	171 054
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				669 095	318 995	307 941	680 148
TOTAL GÉNÉRAL				728 273	321 535	307 941	741 865

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	74 100	42 500		116 600
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	5 392	1 505		6 897
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	79 492	44 005		123 497

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	79 492	44 005		123 497
- D'exploitation		1 505		
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		42 500		

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	12 296		12 296
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	14 585	14 585	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	115 605	115 605	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	204 905	204 905	
Charges constatées d'avance	23 138	23 138	
TOTAL	370 529	358 233	12 296

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	113 955	113 955		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	68 849	68 849		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	93 950	93 950		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 737	11 737		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	5 948	5 948		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	294 439	294 439		

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		9 340
TOTAL			9 340

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	23 138	32 293
TOTAL		23 138	32 293

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 845	60 698
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	98 171	107 412
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	176 016	168 111

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	7 500	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	51 873	9 356
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	59 373	9 356

D'autres créances à recevoir au 31/12/2024 ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessus, notamment :

- AGFPN : 120 000 €
- Dev Emploi : 108 855 €
- Semaine du Logement : 32 000 €
- Agefiph : 5 850 €

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics					408 591	408 591
Subventions d'exploitation					500 634	500 634
Subventions d'investissement						
TOTAL					909 225	909 225

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	11	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	12	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	7	
TOTAL	30	

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art. 431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 120 474				1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 468 663	-15 112			2 453 551
Report à nouveau	315 045	125 662			440 707
Excédent ou déficit de l'exercice	110 550	-110 550	143 728		143 728
Situation nette	4 014 732		143 728		4 158 460
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	4 014 732		143 728		4 158 460

Commentaires : néant